

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 27/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Calcaires du Biterrois

Garrigue de Bayssan
34500 BEZIERS

Références : UD34/H3/2022/MJ/178
Code AIOT : 0018300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement Calcaires du Biterrois implanté lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 VENDRES. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur l'action nationale "Terres excavées et sédiments" liée à l'application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Calcaires du Biterrois
- lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 VENDRES
- Code AIOT : 0018300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de Vendres exploitée par la société Calcaires du Biterrois est une carrière qui produit des matériaux calcaires.

Elle est implantée au sud et nord de l'autoroute A9, un tunnel permettant la liaison entre les 2 zones

d'exploitation.

Au sud, se trouvent les installations de traitement, les bureaux, les stockages de produits finis et au nord, la zone en exploitation avec un concasseur primaire et un scalpeur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- tenue du registre chronologique des déchets entrants et sortants
- moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats de carence ont porté essentiellement sur la tenue du registre chronologique des déchets entrants et sortants.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Recyclage et valorisation des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article Article 6.9	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article Article 6.6.1.3	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur n'a pas identifié de graves manquements en terme de sécurité du site ou d'impact sur l'environnement liés aux conditions d'exploitation de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recyclage et valorisation des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2014, article Article 6.9
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission
Prescription contrôlée : Article 6.9 - Registre d'admission L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets, - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET, - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement [...]
Constats : Un contrôle du respect des dispositions de l'article 6.9 a été réalisé sur le registre des admissions et des refus établi pour la journée du 24 octobre 2022. Ce contrôle a mis en évidence l'absence de codes déchets pour certains types de chargement définis comme "accueil enrobés pour fraisats" avec la société Eurovia comme société productrice du déchet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Registre chronologique des déchets entrants
Prescription contrôlée : Article 1 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. Constats : Un contrôle de la tenue du registre chronologique des déchets entrants tenu par la société Calcaires du Biterrois a été réalisé sur un bon de décharge établi le 21 octobre 2022 au nom

de la société Valoridec.

Ce contrôle a mis en évidence les manquements suivants au droit des obligations réglementaires fixées à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 :

- absence du numéro SIRET du producteur initial des déchets inertes,
- absence de la mention des parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments,
- absence du numéro SIRET de l'établissement expéditeur des déchets inertes,
- absence du code de traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets,
- absence de précision sur les parcelles cadastrales de destination de ces déchets inertes valorisés en remblayage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article Article 6.6.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

Prescription contrôlée :

Article 6.6.1.3 - Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

La carrière doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et en particulier pour la protection du dépôt de gazole. A cet effet, des dispositifs de stockage en eau, d'une capacité totale de 120 m³, sont notamment installés à proximité des ateliers [...]

Constats : Une cuve de type DFCI est implantée à côté du bâtiment abritant les ateliers de la carrière.

Son volume ainsi que son remplissage n'ont pu être vérifiés par l'inspecteur de l'environnement.

Du fait de sa proximité avec les ateliers et de l'absence de raccord "pompiers" ou autre, son usage en cas de sinistre ne peut être envisagé dans les conditions actuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours